

Débat sur

L'économie numérique

Restitution par Mohamed Ennabli

La Tunisie ambitionne toujours de devenir une référence internationale dans le secteur du numérique qui constitue un relais important pour la reprise économique. Elle dispose, d'ores et déjà, d'un tissu d'entreprises compétitives et innovatrices reconnues assurant au secteur une croissance annuelle de l'ordre de 11% ainsi qu'une centaine de milliers d'emplois. La Tunisie avait, relativement tôt, misé sur la formation, selon les standards européens, de nombreuses capacités locales qui rendent le site Tunisie particulièrement attractif pour l'externalisation des activités de services informatiques. Le plan sectoriel « Tunisie numérique 2020 » devait permettre au pays de se positionner en « hub régional » pour promouvoir les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication comme levier essentiel du développement socio-économique. C'est à ce titre que le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a organisé, le 13 Mai 2022, un débat sur l'économie numérique, introduit par le Professeur Hichem Turki, Directeur Général de la Société du pôle de compétitivité de Sousse, et animé par son adjoint Mr Anas Rochdi, Directeur de l'innovation.

L'exposé introductif.

Il avait comme premier objectif d'explicitier l'évolution du digital, à l'échelle internationale, en tant que vrai business à même de mener de la technologie à l'économie pour en brosser les tendances aussi bien que la prospective.

Il devait, en second lieu, à travers l'expérience de la « Novation City » de Sousse, expliciter la démarche à suivre, à partir de la compétence technique acquise, afin de focaliser sur quelques domaines porteurs pour créer des centres d'excellence dans le pays.

Le numérique a, en réalité, déjà conquis tous les domaines (à travers l'internet et ses outils) : Médias sociaux, citées et foyers intelligents, cryptomonnaies, metaverse.

- Croissance et potentiel du numérique dans l'économie.

C'est ainsi que ce secteur (hardware, software et TIC) a rapidement évolué vers l'économie numérique (services et plateformes numériques) avant de digitaliser toute l'économie (e. business, e.commerce, industrie 4.0, agriculture de précision, télémédecine, etc...).

L'économie numérique permet en fait d'appréhender les nouvelles façons de faire digitales pour concevoir des écosystèmes transculturels et industriels opérationnels.

Elle crée aussi de nouveaux concepts prenant en considération les nouveaux comportements, les exprimant en nouveaux besoins et les transformant en nouvelles opportunités dans un marché mondial en évolution.

A titre indicatif :

Sur une population totale de 7,91 milliards, 4,95 milliards de personnes ont utilisé l'internet (soit : 62,5%), ce nombre augmentant chaque année de 192 millions (soit de : 4%).

3,82 milliards de personnes ont pratiqué des paiements numériques atteignant 6,75 trillions de dollars en une année, soit : 1,766 dollars/personne/an.

Le marché numérique annuel des 263,4 millions de foyers intelligents a atteint 104,4 milliards de dollars (applications, connections et contrôle, sécurité, loisirs, éclairage et confort, gestion).

La valeur du e. commerce a été de 3,847 trillions de dollars en termes d'électronique, équipement, hygiène, alimentation, médias.

Celle du tourisme a atteint 548,07 milliards de dollars (transport, hébergement).

Par ailleurs, 3,26 milliards de personnes ont utilisé les services numériques de santé (avec une progression annuelle de 8,9%, soit : 267 millions) pour un marché de 128,8 milliards de dollars, soit une dépense de 39,46 dollars par personne et par an.

Le marché du marketing a, quant à lui, atteint 465,5 milliards de dollars dont 33,1% reviennent aux médias sociaux, soit : 154 milliards de dollars.

En Tunisie, le pourcentage de la population de plus de 15 ans utilisant les services d'inclusion financière reste cependant modeste. Moins de 4,7% de la population ont, l'an passé, acheté ou payé par l'internet ou utilisé une banque en ligne.

- Tendances et prospective du numérique.

L'industrie 5.0 doit se centrer sur l'homme, être résiliente et durable.

Elle doit être souple et technologiquement adaptable.

Elle concerne différents domaines tels : l'impression tout matériau en 3D, la logistique drone, la réalité étendue, la cryptographie, l'intelligence augmentée, les capteurs portables, le 0 carbone, l'hydrogène vert, l'internet 6G, le calcul quantique.

Cela impliquera, en particulier, la mobilité urbaine, le tourisme spatial, le taxi volant, la crypto monnaie, la connexion entre humains, les médicaments personnels chez soi, l'impression d'organes ou d'aliments, le tout sous forme d'information permettant leur fabrication.

- La « Novation City » de Sousse.

Le pôle de compétitivité « Sousse Techno-Park » vise à promouvoir une stratégie de spécialisation intelligente en partant de la compétence technique pour focaliser sur certains domaines, l'objectif étant de créer des centres d'excellence à moyen terme :

Centre Novation industrie 4.0

Centre Novation d'excellence d'intelligence artificielle.

Centre Novation de transport intelligent pour développer la mobilité du futur.

La discussion.

Elle a porté sur les points suivants :

> La Tunisie n'a pas encore dépassé la taille expérimentale pour atteindre la taille critique indispensable. Pour ce faire, un objectif, ambitieux et clair, s'avère nécessaire, basé sur une vision et un business-plan détaillé :

- Quel en serait l'impact sur la Tunisie ?

- Quelles propositions concrètes chiffrées ?

- Quelles technologies visées ?

- Quelles initiatives pour attirer les chefs de files à l'échelle internationale ?

- Faut-il attendre une vision nationale qui tarde à venir ou, au contraire, faut-il que les opérateurs de la place expriment, eux-mêmes, cette vision (au-delà de leur propre travail de survie) ?

> Le monde change radicalement dans tous les domaines du fait du développement fulgurant du numérique et, faute de vision, la Tunisie assiste à l'expatriation de la majeure partie des compétences qu'elle forme.

> La spécialisation est nécessaire pour que le pays tire parti de la dynamique du secteur.

La question relève davantage de la gouvernance que des acteurs. Certains pays, tels que la Finlande,

les Pays Bas ou Israël, ont su saisir les opportunités et faire des choix.

L'éducation, la santé, la biotechnologie devraient concerner particulièrement la Tunisie.

> La résistance au changement en faveur de la digitalisation est flagrante (bureaucratisme de l'administration, cadre réglementaire obsolète, gouvernance déficiente) empêchant le pays de bénéficier de la valeur ajoutée inhérente à toute réelle transformation de l'économie par les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

> La nécessité d'une stratégie numérique doit s'imposer pour créer de la valeur ajoutée par les nombreuses compétences formées et tirer les entreprises existantes vers le haut.

La priorité serait à donner aux secteurs de l'enseignement, de l'administration, de la santé, de la banque et du commerce. L'industrie 4.0 ne devrait pas non plus exclure les artisans, moyennant certains prérequis nécessaires : sensibilisation, accompagnement, incubation et académie 4.0.

> Le constat d'une diminution du nombre d'étudiants inscrits en informatique, passant de 12000 à 8000 par an, doit nous interpeller car il exprime le fait que les informaticiens ont de moins en moins accès au marché, ce qui constitue en soi une perte économique potentielle préjudiciable.

> La crainte de décisions politiques inadéquates existe à laquelle il faudrait avoir la volonté nécessaire de résister.

Faudrait-il, pour cela, aller jusqu'à créer une autre administration parallèle digitale ?

> Une certaine dynamique a existé, en 2014-2015, sur la base d'une vision digitale et d'un business plan de sortie de crise. Et il revenait alors au « Conseil stratégique de l'économie numérique » de mettre en œuvre le plan de l'économie numérique (infrastructure haut débit et e. services), adossé notamment au « Start Up Act » adopté en 2018 au bénéfice des jeunes ingénieurs et des investisseurs.

Les recommandations

> Pour progresser, la Tunisie gagnerait à promouvoir une stratégie de développement du secteur numérique orientée vers l'exportation et, pour cela, mener une politique de formation des capacités visant l'innovation technologique dans les filières où elle peut avoir un avantage comparatif.

> L'Etat se devrait d'être un modèle dans l'utilisation des TIC, via un e. gouvernement généralisé, par une politique volontariste de numérisation complète de l'économie nationale ainsi que par la promotion d'une culture de confiance dans le numérique.

> Afin de promouvoir l'innovation, l'Etat gagnerait à faire émerger des clusters à même de rassembler centres de ressources technologiques et pôles de compétitivité, à avoir une vision et à attirer locomotives et talents.

> Une approche réfléchie Top- Down, basée sur des facteurs structurels, devrait permettre à l'Etat :

- d'orchestrer la gouvernance en disposant, au niveau central, aussi bien des ressources issues du secteur public que du secteur privé.

- d'inciter le privé à développer le support technique et informatique tout en garantissant le bénéfice à tous.

- de développer les compétences de la population dans la programmation, l'ingénierie des données et l'intelligence artificielle en assurant l'équipement nécessaire.

- de promouvoir une infrastructure performante, un environnement d'affaires attractif, une demande locale, un capital humain compétant (local et externe), un capital financier à la hauteur (en

termes de subventions, capital-risque, marché actions, crédits/prêts, IDE).
- d'envisager une loi de change adéquate.

A ce titre la Société du pôle de compétitivité de Sousse est appelée, sur la base de son expérience réussie de la « Novation City » de Sousse, à changer véritablement d'échelle pour être l'un des moteurs clés du développement technologique de la Tunisie.

Certes les obstacles sont nombreux et cette société a beaucoup de mérite en y faisant face avec détermination. Néanmoins et en attendant une prise de conscience nationale forte dans ce domaine, le pôle de compétitivité de Sousse pourrait servir de locomotive à l'ensemble du secteur de l'industrie et de l'innovation. Il pourrait tout d'abord faire connaître ses réalisations de manière encore plus large, en Tunisie et à l'international, il pourrait également contribuer à la rédaction du véritable Programme National pour le développement technologique dont le pays a grand besoin et qui constituerait un « input » essentiel pour les Assises nationales de l'économie numérique qu'il est proposé d'organiser.

> L'organisation des « Assises nationales de l'économie numérique » serait une initiative urgente à prendre pour évaluer les acquis de « Tunisie digitale 2020 » et faire le point sur cette question vitale pour le développement économique du pays.

Elle réunirait l'ensemble des opérateurs, publics et privés, du domaine ainsi que les différents départements, structures et organismes concernés, l'objectif étant de réaffirmer, haut et fort, la vocation de la Tunisie d'être un « pays technologique » : plus haut... dans la chaîne des valeurs, plus loin... au-delà des frontières, car le moment est venu de donner un nouveau souffle à l'économie numérique sur la base d'une stratégie avalisée par tous et d'assumer, pour la faire aboutir, la gestion du changement nécessaire.

Une « task force » ad hoc d'accompagnement serait indispensable pour expliciter les objectifs prioritaires à privilégier, aussi bien par les grands opérateurs publics que par les partenaires privés, les axes stratégiques à retenir, les projets porteurs à financer, les facteurs de réussites à réunir.

Mots clés : Economie numérique, Sousse Techno-Park, « Novation City » de Sousse,

Référence : Le Digital : de la Technologie à l'Economie.

[Hichem Turki et Anas Rochdi : à télécharger](#)